Rapport
Cinquième réunion du Groupe de travail à composition non limitée des États parties chargé d'élaborer un Code de conduite ou une Déclaration de principes déontologiques ou un texte équivalent (conformément à la Résolution 22 GA 10)

29 juin 2021
9h00 – 12h00 (heure de Paris, UTC+2)
Réunion en ligne

Président : Son Excellence Ghazi GHERAIRI, Ambassadeur, Délégué Permanent de la Tunisie auprès de l'UNESCO

Ouverture de la réunion par le Président

Le **Président** accueille tous les participants à la réunion du Groupe de travail à composition non limitée des États parties (dénommé ci-après le Groupe de travail) et annonce la participation en ligne du Vice-Président du Groupe de travail, S.Exc. M. Christian TER STEPANIAN, Ambassadeur, Délégué Permanent de l'Arménie, ainsi que du Rapporteur, M. Ole Søre ERIKSEN (Norvège).

Le **Président** résume brièvement la quatrième réunion du groupe, qui s'est déroulée le 25 mai 2021 et au cours de laquelle le groupe a tenu des débats fructueux et a continué de progresser vers un texte consensuel relatif aux principes déontologiques qui prend en compte l'ensemble des positions exprimées au sein du groupe. Il rappelle que le Groupe de travail s'est mis d'accord sur la section *I. Principes fondamentaux* et sur les premières dispositions de la section *II Dispositions du [code]* concernant le Comité du patrimoine mondial. Il rappelle également que le Groupe de travail a examiné et proposé de nombreux amendements au paragraphe 6, concernant la soumission de propositions d'inscription par les membres du Comité pendant leur mandat au Comité. Le Groupe de travail a convenu d'adopter ce paragraphe à un stade ultérieur. Il indique en outre que le Bureau du Groupe de travail a élaboré un projet sur la partie introductive du texte afin de faire avancer les travaux du groupe et qu'il a été transmis à tous les États parties le 18 juin 2021. À cet égard, il adresse ses remerciements aux États parties qui ont déjà soumis des contributions écrites. Le Président rappelle également que les documents demandés lors de la dernière réunion par le Groupe de travail, à savoir les statistiques sur l'équilibre régional des experts des Organisations consultatives et les réponses aux questions posées au Secrétariat, avaient été rendus disponibles sur la page Internet consacrée aux travaux du Groupe de travail. Il donne ensuite la parole à la **Directrice du Centre du patrimoine mondial, Mme Mechtild Rössler**, afin qu'elle fournisse des détails sur le pourcentage de propositions d'inscription qui ont été inscrites par les membres du Comité.

La **Directrice du Centre du patrimoine mondial** présente les statistiques concernant le pourcentage de propositions d'inscription qui ont été inscrites par les membres du Comité chaque année au cours de leur mandat au Comité depuis 2010. Quant à la question de la manière d'absorber les propositions d'inscription des États parties anciens membres du Comité qui se seraient volontairement abstenus d'avoir les propositions d'inscription de sites situés sur leur territoire examinées pendant leur mandat, elle explique qu'elle pourrait nécessiter une réflexion sur les amendements potentiels des Orientations, mais elle précise que le Groupe de travail ayant

pour tâche de rédiger un texte relatif aux principes déontologiques, toute discussion supplémentaire devrait être examinée par le Comité lui-même. Elle rappelle que le paragraphe 61(c)xi, qui donne déjà une priorité aux membres du Comité qui s'abstiennent d'avoir leurs propositions d'inscription examinées, sera revu lors de la 45^e session du Comité du patrimoine mondial dans le cadre de la révision des Orientations.

Le **Président** rappelle que le mandat donné par la Résolution **22 GA 10** n'est pas d'ajouter des contraintes sur les acteurs de la Convention, ni de se prononcer sur l'efficacité des textes existants mais de fournir un texte qui identifie et propose des normes de conduite. A cet égard, il rappelle que les priorités d'examen des propositions d'inscription définies au paragraphe 61(c) existent déjà. Il indique en outre que le Groupe de travail a rappelé à de nombreuses reprises au cours de ses réunions que le futur texte relatif aux principes déontologiques ne serait pas juridiquement contraignant. Il indique également qu'à cet égard, le Groupe de travail avait décidé par consensus de rappeler explicitement la nature non contraignante avant la section I sur les "Principes fondamentaux" ainsi que dans la partie introductive. Dès lors, il ne croit pas indispensable de se référer systématiquement aux Orientations pour chaque disposition d'un texte qui n'aura aucune incidence sur la souveraineté des États parties. Si les références peuvent être opportunes, il souligne qu'un texte relatif aux principes déontologiques ne devrait pas se limiter à un renvoi aux règles existantes et pourrait être force de proposition sans pour autant créer de nouvelles obligations. Il exprime l'avis que la finalité d'un tel texte est de définir des bonnes pratiques et de fournir des lignes directrices en matière d'éthique et de conduite. Les États parties pourront s'appuyer sur ce texte à l'avenir et les parties prenantes seront incitées à en honorer le contenu, sans singulariser aucun acteur de la Convention.

Le **Président** propose ensuite de reprendre la rédaction des dispositions afin que la partie introductive bénéficie davantage des remarques formulées et de positions accordées. Selon l'état d'avancement, la partie introductive sera examinée à la fin de la réunion ou bien à la prochaine réunion. Dans ce même cadre, il propose également de revenir à un stade ultérieur au paragraphe 5 de la section II, lequel a été intensément débattu, afin de permettre au Groupe de travail d'atteindre un consensus après avoir examiné globalement les dispositions. Il remercie une nouvelle fois les États parties qui ont soumis des propositions, ce qui démontre l'engagement ferme des membres du Groupe de travail à produire un texte de grande qualité. À cet égard, il indique que certaines des propositions portaient sur des parties du texte déjà approuvées, et il suggère d'examiner d'abord les dispositions qui doivent encore être approuvées.

Plusieurs Délégations demandent de commencer par l'examen du projet sur la partie introductive du texte avant de reprendre le travail sur les dispositions. Elles indiquent qu'elles pensaient que la partie introductive serait le sujet principal de la réunion et souhaitent engager une discussion à ce sujet avec d'autres Délégations, déclarant que la partie introductive est cruciale et qu'elle inspirera largement la rédaction du reste du texte. Elles estiment que le Groupe de travail pourrait être flexible dans ses méthodes de travail dans l'intérêt de l'efficacité. **Plusieurs autres Délégations** font part de leurs préoccupations quant au changement des méthodes de travail à ce stade. Elles rappellent que le Groupe de travail a convenu par consensus de discuter de la partie introductive vers la fin du processus de rédaction. Gardant cela à l'esprit, les Délégations soulignent qu'il est important de rester cohérent et de poursuivre la rédaction des dispositions. Elles indiquent également qu'elles s'étaient préparées à reprendre la rédaction des dispositions et ne prévoyaient pas de discuter de la partie introductive du texte. Elles estiment qu'il est plus efficace de suivre la méthode convenue.

En vue d'atteindre le consensus et de concilier les différentes opinions sur la méthodologie à suivre, le **Président** propose de poursuivre la rédaction des dispositions comme prévu et de

consacrer une 6^e réunion entière le 5 juillet 2021 sur la partie introductive, et ce avant une 7^e réunion prévue, afin d'examiner pleinement cette partie importante du texte relatif aux principes déontologiques. Il clarifie que la proposition de se réunir dans un avenir proche reflétait le fait qu'aucun sujet ni aucune question n'étaient évités ou reportés par le Groupe de travail.

Plusieurs Délégations, y compris des États parties membres du Comité du patrimoine mondial, approuvent la proposition mais demandent que cette réunion se tienne après la tenue de la 44^e session élargie du Comité du patrimoine mondial, afin de permettre aux États parties de se concentrer sur la préparation de la session du Comité.

Le **Président** confirme que la réunion pourrait se tenir en septembre après la 44^e session élargie du Comité du patrimoine mondial et avant la 7^e réunion déjà prévue. Le Groupe de travail approuve la proposition du Président de poursuivre la rédaction des dispositions lors de la réunion d'aujourd'hui et de consacrer une réunion en septembre à la partie introductive du texte.

Le **Rapporteur** remercie le Président pour son approche constructive dans la conduite du Groupe de travail vers un consensus. Il explique qu'après la dernière réunion, le texte avait été nettoyé suite aux nombreuses propositions qui avaient été formulées lors de la dernière réunion et qu'il s'était assuré d'intégrer les changements convenus lors de la réunion. Il explique que quelques modifications ont été apportées à la première section sur les "Principes fondamentaux", principalement pour assurer la cohérence de la version française. De nombreux amendements et commentaires ont été faits pendant la réunion sur la section II concernant les dispositions du texte lui-même. Il indique que le Groupe de travail était parvenu à un consensus clair lors de la dernière réunion sur les propositions faites sur les dispositions 1 à 5. Il rappelle que le paragraphe 5 (paragraphe 6 original) a fait l'objet d'un débat approfondi avec de nombreuses propositions. Plusieurs Délégations ont observé qu'il y avait deux positions qui répondaient à des priorités clés, à savoir assurer une conduite éthique et éviter les conflits d'intérêts ; et assurer une Liste du patrimoine mondial équilibrée, représentative et crédible, conformément à la Stratégie globale. Afin de concilier les deux priorités, le Rapporteur indique que le Groupe de travail pourrait souhaiter se référer à l'évaluation de la Stratégie globale et réitérer les décisions passées, telles que la décision **38 COM 9C (para. 5)**, qui stipule que le Comité : « *Encourage fortement les États parties, à l'exception de ceux n'ayant aucun bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, de s'abstenir sur une base volontaire de soumettre de nouvelles propositions d'inscription durant leur mandat, en tenant compte de la recommandation 12 de l'Auditeur externe, et conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et dans le contexte de la Stratégie globale* ». En outre, il est suggéré de rappeler par une référence au paragraphe 61(c)xi l'ordre des priorités d'examen qui sera appliqué en cas de dépassement de la limite annuelle globale de 35 propositions d'inscription. Par ailleurs, il indique que plusieurs amendements sur le projet de texte lui-même ont été soumis par la Fédération de Russie, l'Arabie Saoudite et la Chine.

Le **Président** propose de reprendre la rédaction avec le nouveau paragraphe 6. Il explique qu'étant donné qu'un consensus n'avait pas encore été atteint sur le paragraphe 5 (paragraphe 6 original), il serait préférable de se mettre d'accord d'abord sur les paragraphes 6 à 9 qui sont complémentaires avant de revenir au paragraphe 5. Il clarifie que l'intention n'est pas d'éviter des discussions sur le paragraphe 5 mais au contraire d'aider à trouver un consensus sur celui-ci en débattant de paragraphes de nature similaire, c'est-à-dire sur ce que les membres du Comité pourraient envisager d'éviter de faire afin de se comporter de manière éthique.

Les Délégations de l'**Arabie saoudite**, de la **Palestine** et de la **Fédération de Russie** proposent d'apporter quelques amendements à certaines parties du texte discutées lors de la dernière réunion du Groupe de travail. Le Président approuve cette proposition afin d'affiner et d'améliorer

le texte. Le Groupe de travail examine et approuve les amendements proposés au paragraphe 2 de la section II afin de refléter une formulation conforme au texte de la Convention, ainsi que la suggestion de remplacer le mot « moral » par « professionnel » au point i. de la section I « Principes fondamentaux ». Le Groupe de travail examine en détail les propositions de la Délégation de la Fédération de Russie, plus particulièrement la suppression de la référence au terme « lobbies » au point iii. de la section I. Certaines Délégations estiment que le terme de lobbies était vague et inapproprié. D'autres Délégations jugent important de mentionner les pressions politiques, rappelant que le point 6 du document WHC/19/22.GA/10 définissait les « pression et intérêts politiques » comme un point important à discuter par le Groupe de travail.

Clôture de la réunion

Le Président remercie l'ensemble des Délégués pour leurs échanges constructifs. Il informe qu'un texte nettoyé, intégrant les amendements/propositions formulés pendant la réunion, sera disponible avant la prochaine réunion qui se tiendra pendant la deuxième quinzaine de septembre, dont la date précise serait communiquée en temps opportun. Il rappelle également que le Groupe de travail terminerait l'examen du point iii. resté suspens de la section I « Principes fondamentaux » lors des premières minutes de sa prochaine réunion (6^e), et passerait immédiatement à l'examen du projet sur la partie introductive du texte.

La réunion se termine à 12h25.